

RENCONTRE INTERCANTONALE LATINE (RIL) 23 AVRIL 2024 – RÉSUMÉ MESURES D'IMPACT DES PROGRAMMES DE PRÉVENTION ET DE PROMOTION DE LA SANTÉ : QUELS ENJEUX ?

Ce résumé vise à rendre compte des idées les plus importantes des interventions.

Plénière Plus facile à commander qu'à mener ? L'évaluation des politiques publiques

Présentation de l'intervenant : Pirmin Bundi

Pirmin Bundi est professeur associé de politique publique et d'évaluation à l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP) de l'Université de Lausanne mène ses travaux sur l'évaluation, l'élaboration des politiques sur la base de données probantes et sur la manière avec laquelle les politiciennes et politiciens évaluent les politiques publiques. Il est également responsable d'un projet de recherche financé par le Fonds national suisse et consacré à l'attitude face au fédéralisme en Allemagne et en Suisse. Auteur de nombreuses publications, il est membre du jury du prix Seval de la Société suisse d'évaluation et coéditeur du manuel d'évaluation des politiques publiques, publié par Edward Elgar Publishing. Il a étudié à Berne, Copenhague, UCLA et Zurich, où il a obtenu un doctorat en sciences politiques.

Introduction du thème lors de la présentation en plénum

Depuis plusieurs années, il y a la nécessité de mener des évaluations d'impact dans le domaine de la santé pour tendre vers des politiques publiques plus efficaces et efficientes. Plusieurs facteurs l'exigent. D'une part, la population vieillit. Davantage de personnes âgées nécessitent des services de soins et de santé. D'autre part, les coûts de l'assurance-maladie augmentent plus que le PIB et les salaires. À cela s'ajoute la pénurie de personnel aussi bien dans certaines spécialités que dans certaines régions.

La définition de l'évaluation est empruntée à Widmer et de Rocchi¹ : « *L'évaluation est un service scientifique qui permet un jugement systématique et transparent d'un objet* ». Pirmin Bundi insiste sur les dimensions « systématique » et « transparente ». Si l'évaluation n'est pas systématique, elle ne sera pas correcte. La transparence apporte de la crédibilité auprès des mandants et des parties prenantes. Quant au jugement, ce sont les recommandations de l'évaluation. Sa fonction est d'apporter un service scientifique. Pirmin Bundi évoque également la périodicité des évaluations d'impact. On ne peut pas évaluer tous les projets chaque année. Une évaluation, au-delà de son coût, est énergivore. Il convient également de distinguer l'évaluation du monitoring. Ce dernier est une collection de données qui permet d'identifier une tendance, mais en aucun cas de faire de lien. Il donne l'exemple du port du masque durant le Covid-19 qui s'est accompagné d'une baisse des infections. Il s'agit ici d'une hypothèse.

Pourquoi évaluer ?

- Pour identifier les effets d'une politique publique
- Pour déterminer la responsabilité du succès ou de l'échec de la politique
- Pour améliorer une politique publique
- Pour approfondir les connaissances de la mise en œuvre d'une politique publique
- Pour affiner une stratégie

Comment mesurer l'efficacité ?

Les évaluations procèdent d'une comparaison entre une théorie et une réalité. Il est recommandé de choisir un design qui permet de mettre en évidence des inférences causales (RCT ; Processtracing). Les évaluations peuvent se heurter à deux problèmes majeurs :

- Parfois, de telles études ne peuvent pas être réalisées pour des raisons éthiques
- Il n'existe pas de donnée permettant le design recommandé.

¹Widmer, T., & De Rocchi, T. (2012). Evaluation: Grundlagen, Ansätze und Anwendungen (Vol. 16). Rüegger Verlag.

Une solution réside dans la triangulation des données, triangulation des techniques d'analyse, triangulation des équipes évaluatrices permettant une collecte différenciée des données pour un même résultat de recherche.

L'intelligence artificielle, le futur des évaluations ?

Les données de plus en plus nombreuses et vastes que pourra générer, collecter et travailler l'IA va permettre de disposer d'études plus précises. Cette révolution va certainement rendre le jugement humain obsolète dans de nombreux domaines. Limites : notre méconnaissance de la façon dont fonctionnent les algorithmes.

Les évaluations seront probablement plus faciles à mener/réaliser. Un avenir proche dira si les décisions plus rapides seront aussi de meilleure qualité.

Atelier 1 Gestion des impacts : Intégrer le suivi des impacts dans la gestion de projet : méthodes et outils

Présentation de l'intervenante : Sandra Walter

Sandra Walter est responsable de projet Gestion des impacts pour la Fondation Promotion Santé Suisse. Après une formation en sciences sociales, une thèse en études du développement et un DAS en évaluation, elle a travaillé dans le domaine de l'évaluation et de la recherche appliquée. Dans le cadre de ses activités à Promotion Santé Suisse, elle mandate régulièrement des évaluations d'impact et soutient les responsables cantonaux dans le suivi des effets de leurs programmes et de leurs projets.

Promotion Santé Suisse (PSCH) et gestion des impacts

Promotion Santé Suisse a pour mission de stimuler, coordonner et évaluer les initiatives pour améliorer durablement la santé publique. La stratégie de PSCH se concentre sur trois axes : programmes, prévention dans le domaine de soins, et santé au travail. La gestion des impacts à PSCH englobe le suivi de la mise en œuvre, le contrôle de l'efficacité et le développement de la qualité des mesures adoptées. La gestion des impacts pour les programmes vise à l'optimisation des projets, leur légitimation, et l'amélioration de la gestion des impacts chez les partenaires.

Approche intégrée de la planification et du suivi des effets dans la gestion de projet

L'atelier a mis en lumière la nécessité d'une méthodologie et d'outils appropriés pour atteindre les objectifs à long terme. Un élément essentiel de cette approche intégrée est le modèle d'impact, qui sert non seulement de moyen de communication avec les partenaires et les financeurs, mais également comme un outil fondamental pour le développement d'une évaluation ad hoc et appropriée.

Introduction au modèle d'impact et objectifs

Le modèle d'impact s'articule autour d'un continuum qui va des inputs (les ressources nécessaires/moyens engagés) à l'impact (la ou les contributions visées au niveau de la société). Les jalons intermédiaires comprennent les éléments de mise en œuvre, les outputs (les prestations développées), les outcomes multiplicateurs, et les outcomes groupes cibles (les effets génériques ou au sein de groupes spécifiques). Le modèle d'impact permet de formuler des objectifs à trois niveaux : outputs, outcomes et impact. Chaque niveau présente des caractéristiques spécifiques en termes de vérifiabilité et de causalité. La formulation d'objectifs d'outcome est importante pour vérifier les effets des projets auprès du public cible.

Ces objectifs doivent être SMART : Spécifiques, Mesurables, Ambitieux, Réalistes, et Temporellement définis. Une définition précise des objectifs d'outcome permet de mesurer efficacement l'impact des projets sur les groupes cibles.

Rôle des indicateurs

La définition d'indicateurs est centrale dans cette approche, permettant de mesurer l'atteinte des objectifs et les effets chez les groupes cibles ou intermédiaires. Ces indicateurs peuvent être quantitatifs ou qualitatifs et fournissent des informations précieuses pour évaluer les progrès et ajuster les stratégies. L'évaluation des indicateurs peut se faire à travers différents types de comparaisons, comme entre la théorie et la réalité, l'avant et l'après mise en œuvre des mesures, ou selon une perspective transversale (ex. : l'âge ou le genre).

Atelier pratique et application des concepts

Les ateliers se sont clôturés par des exercices pratiques en groupes permettant d'illustrer concrètement ces concepts. Les participants ont été invités à définir des objectifs d'outcome au niveau de multiplicateurs et de groupes cibles, à identifier les objectifs pertinents, et à esquisser une chaîne d'impact entre ces objectifs. Ces activités ont souligné l'importance d'une

bonne connaissance du terrain d'implémentation et des enjeux liés, tout en valorisant l'inventivité et le pragmatisme. Les ressources suivantes ont été évoquées².

Atelier 2 Facteurs de succès : Quels sont les éléments clés favorisant la réussite des évaluations d'impact ?

Présentation des intervenantes : Anina Hanimann et Chloé Brun

Anina Hanimann est responsable du domaine Promotion de la santé et prévention d'Interface. Elle a étudié les sciences politiques aux universités de Berne et de Lucerne. L'accompagnement et l'évaluation de projets pilotes ainsi que la réalisation de projets de recherche font partie de ses activités principales, dans les domaines de la santé mentale et des addictions notamment. En 2021, elle a achevé sa thèse de doctorat sur le thème de la crédibilité des experts. Chloé Brun est titulaire d'un Master en politique et management publics de l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP) de Lausanne. Elle a rejoint le bureau lausannois d'Interface en avril 2022.

Les facteurs clés favorisant la réussite des évaluations d'impact

Pour aborder la thématique, les intervenantes ont répondu à ces quatre questions :

Q1 : À quel moment une évaluation d'impact est-elle pertinente ?

Une évaluation d'impact est pertinente lorsque le timing est approprié, que le projet a eu suffisamment de temps pour produire des effets mesurables, et qu'il dispose d'un ancrage politique (c'est-à-dire un soutien pour sa mise en œuvre ou pour l'utilisation des résultats). En revanche, l'évaluation d'impact n'est pas un outil approprié lorsque l'objet d'évaluation ne concerne pas les effets, ou si la conceptualisation ou la mise en œuvre du projet n'est pas entièrement achevée. Une évaluation d'impact est également plus difficile à mettre en œuvre lorsqu'elle intervient trop tard dans le processus, lorsque les ressources disponibles (temps, argent, données) sont limitées, lorsqu'il n'y a pas d'opportunité politique pour utiliser les résultats ou lorsque l'efficacité d'une mesure/d'un programme a déjà été démontrée.

Q2 : Comment se déroule concrètement une évaluation d'impact ?

Une évaluation d'impact peut avoir des objectifs différents : un objectif d'apprentissage (évaluation formative) et un objectif de légitimation (évaluation sommative). Souvent, ces deux objectifs sont combinés : une évaluation d'impact cherche à déterminer quels publics sont touchés par quelles mesures, et se concentre donc sur les effets (outcomes). Cependant, pour comprendre le déploiement des effets dans leur ensemble, une évaluation d'impact comprend souvent une analyse des prestations et des processus.

Q3 : Quels sont les coûts associés à une évaluation d'impact ?

La règle générale est de consacrer environ 10% du budget du programme à l'évaluation. Il existe des moyens de réduire les coûts d'une évaluation notamment en réalisant une auto-évaluation accompagnée pour les questions formatives, en élaborant un cahier des charges bien délimité, en simplifiant la collecte de données et/ou en exploitant des données déjà existantes, en limitant le nombre de séances ainsi qu'en prenant en charge certaines tâches lors d'une évaluation externe.

Q4 : Quelles conditions favorisent le succès d'une évaluation d'impact ?

Les facteurs de succès d'une évaluation d'impact sont multiples. Tout d'abord, une conception et des objectifs clairs et définis ainsi qu'une planification de l'évaluation prédéfinie, mais aussi flexible sont des facteurs essentiels. Ensuite, il est important que l'équipe d'évaluation dispose de compétences et des ressources nécessaires. En outre, l'évaluation doit être prise en compte dès la conception du projet de manière à pouvoir concevoir et mesurer les indicateurs dès le départ. Enfin, il est nécessaire que les principales parties prenantes soient impliquées dans l'évaluation et que le pilotage et l'évaluation soient considérés et transparents.

² Fässler, S. (2022). Planifier et vérifier les effets. Guide à l'attention des responsables des programmes d'action cantonaux. Document de travail 61. Berne et Lausanne : Promotion Santé Suisse. [Téléchargement](#).

Fässler, S., et Studer, S. (2018). Évaluation des effets des interventions. Guide pour des projets dans les domaines de l'activité physique, de l'alimentation et de la santé psychique. Document de travail 46. Berne et Lausanne : Promotion Santé Suisse. [Téléchargement](#).

Atelier 3 Expériences et enseignements de terrain : Essai contrôlé, le Gold Standard de l'évaluation à l'épreuve du terrain avec le projet « Movendi »

Présentation des intervenants et de l'intervenante : Stéphane Caduff, Florian Labhart, Estela Villamarin

Stéphane Caduff dirige depuis 2009 le secteur prévention de la FVA. Actif depuis 25 ans dans le développement de programmes de prévention et de réduction des risques, il préside également le Groupe d'experts en matière d'addictions sous l'égide de Direction générale de la santé du canton de Vaud. Il défend une approche pragmatique de la prévention basée sur des approches expérientielles et motivationnelles intégrant des pratiques d'autosupport et de réduction des dommages. Florian Labhart est chef de projet au sein du secteur de recherche d'Addiction Suisse. Ses recherches portent notamment sur les facteurs de risques individuels et contextuels et les conséquences de la consommation d'alcool, le développement de méthodes innovantes de collecte de données sur les comportements de consommation, et le monitoring des traitements par agonistes opioïdes. Estela Villamarin est psychologue de formation et chargée de projets de prévention à la FVA. En partenariat avec l'Unité de promotion de la santé et de prévention en milieu scolaire, elle met en place des projets de « prévention des conduites addictives » auprès des établissements scolaires vaudois.

Essai contrôlé : le Gold Standard de l'évaluation à l'épreuve du terrain avec le projet « Movendi »

Une intervention en milieu scolaire sur la thématique de l'alcool impose beaucoup de contraintes de calendrier liées notamment aux vacances scolaires durant lesquelles les habitudes de consommation des élèves peuvent changer temporairement. De plus, les contraintes de calendrier liées à la charge de travail scolaire, la peur de la stigmatisation des élèves en fonction de leurs habitudes de consommation et la difficulté à convaincre les directions et le corps enseignant de consacrer du temps de cours à l'étude sont autant d'éléments rendant l'étude difficile à mettre en œuvre. D'autres difficultés sociétales ont également compliqué la mise en œuvre, par exemple, le Covid-19.

La méthodologie

Un peu plus de 3'000 élèves de 1re année de 11 établissements du post obligatoire (gymnases et écoles professionnelles) ont participé à l'étude. Pour répartir les participant-e-s entre le groupe d'intervention (questionnaire préintervention, intervention, questionnaire post-intervention) et le groupe de contrôle (uniquement réponses aux questionnaires), un principe d'allocation par grappe, avec l'établissement scolaire comme unité d'allocation, a été choisi. Les élèves du groupe intervention ont été répartis dans des petits groupes en fonction de leurs habitudes de consommation et ont reçu une intervention de prévention universelle ou indiquée en fonction de si les participant-e-s du groupe présentaient une non-consommation, une consommation à risque faible ou une consommation à risque élevé.

Choix des indicateurs

L'objectif de l'évaluation était de mesurer l'étendue des changements d'attitudes et de comportements en matière de consommation d'alcool, en comparant les réponses des élèves ayant participé à l'intervention à celles du groupe de contrôle. Le questionnaire interrogeait tant des aspects quantitatifs tels que la quantité moyenne consommée par occasion, la fréquence des épisodes d'excès ponctuels, la fréquence des moments de perte de souvenirs, que des aspects qualitatifs tels que ; les raisons de non-consommation, les stratégies de réduction des risques, les expériences négatives vécues en lien avec des consommations et les intentions et la volonté de changement. Le projet Movendi permet de mettre en avant le fait qu'une étude d'impact dans un environnement non contrôlé est difficile, longue et laisse place à beaucoup d'imprévus. Pour que ce type de projet puisse se développer, il faut un moteur politique fort avec des moyens financiers et des ressources humaines adaptées.

Résultats

En termes de résultats, l'étude montre que les consommateurs à risque faible qui ont reçu l'intervention maintiennent la fréquence des raisons de ne pas consommer suivantes : pour garder le contrôle, pour éviter des accidents, pour rester performant, pour le sport et les loisirs. Dans le même ordre d'idée, les consommateurs à faible risque ayant reçus l'intervention utilisent davantage les stratégies de réduction des risques suivantes : refuser de rentrer avec un conducteur qui est alcoolisé, ne pas laisser seule une personne en état d'ébriété, être accompagné par des personnes de confiance, manger avant ou pendant que l'on consomme, faire attention à ce qu'on publie sur les réseaux sociaux, quitter le bar à une heure déterminée. Ces résultats montrent que ce genre d'intervention, compte tenu du temps imparti de 1h30, a surtout un impact sur les comportements de réduction des risques et de modération de consommations chez les élèves. Le projet a également permis de mettre en avant l'importance d'accorder du temps à « l'engagement du groupe », afin d'améliorer la qualité des interactions avec les jeunes. Donner une place et de l'intérêt aux non-consommateurs, de les considérer pour ce qu'ils-elles sont et prendre en compte le fait qu'ils-elles ont des choses à dire sur leur place auprès de pairs consommateurs est également quelque chose qui est ressorti dans Movendi. L'étude zurichoise sur laquelle s'est inspirée Movendi n'avait pas identifié les non-consommateurs comme un groupe à part entière, et la perspective de développer une intervention spécifique pour ce groupe semble essentielle.

Atelier 4 Exemples des standards suisses et européens : Curriculum européen de prévention (EUPC) – une formation pour les décideurs politiques

Présentation de l'intervenante : Dörte Petit

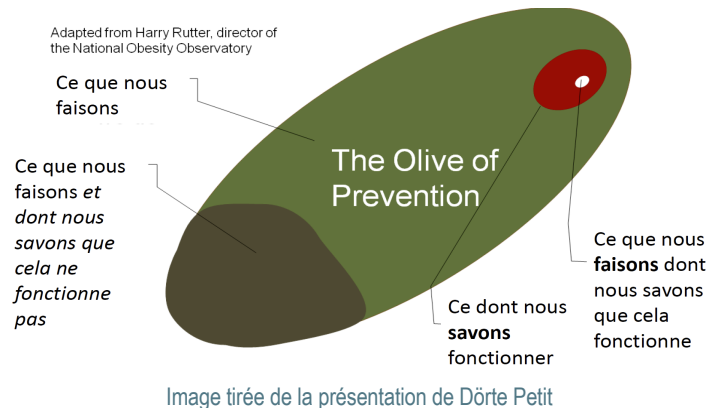
Dörte Petit est titulaire d'un doctorat en Santé Publique de la London School of Hygiene and Tropical Medicine. Pendant une vingtaine d'années, elle a travaillé dans un contexte international avec un focus constant sur l'impact des interventions sur le terrain. Depuis septembre 2021, elle est cheffe de projet sénior dans le secteur prévention chez Addiction Suisse. Deux ans plus tard, elle est la première personne en Suisse à être certifiée en tant que formatrice du European Prevention Curriculum (EUPC). Son rôle chez Addiction Suisse est, parmi d'autres, de promouvoir en Suisse l'approche de la prévention basée sur les preuves.

Présentation du programme EUPC

Le Programme européen de formation en matière de prévention (European Prevention Curriculum, EUPC) a été développé par l'EMCDDA (European Monitoring Centre for Drug and Drug Addiction). Il se compose d'un manuel approfondi et d'un programme de qualification. Le manuel se destine aux décideurs et décideuses politiques et d'opinions dans le domaine de la prévention. Il a pour but de transmettre des compétences professionnelles pour la mise en œuvre de pratiques de prévention efficaces, éthiques et durables. Ces connaissances et ces outils peuvent être appliqués de manière universelle à d'autres domaines de la prévention que celle de la consommation de substances. Sans de telles formations, on risque de bloquer les tentatives d'innovation et d'amélioration des pratiques de prévention, et de continuer des approches qui n'ont pas d'effet positif, car la prévention basée sur les preuves est souvent considérée comme contre-intuitive et comme un défi pour les pratiques établies.

Ainsi, le but est de mettre en place des mesures de prévention que nous savons efficaces (la petite tache blanche dans la figure ci-dessous). Pour ce faire, il est nécessaire de faire de la prévention basée sur les preuves, à savoir :

- Des interventions qui ont fait l'objet d'évaluations solides
- Que cette intervention ait un effet positif évident sur les résultats pertinents
- Et que cet effet positif soit le fruit de cette intervention



La prévention en Suisse

Le but des interventions de prévention n'est donc pas de générer de nouvelles preuves (ce qui est du domaine de la recherche), mais de se baser sur des preuves, même si la génération des nouvelles preuves est aussi importante. La prévention en Suisse met souvent l'accent sur la transmission d'informations, beaucoup d'acteurs sont souvent sceptiques envers la prévention basée sur les preuves, la trouvant compliquée, complexe, lourde et coûteuse. Ainsi beaucoup de projets de prévention sont mis en œuvre alors qu'on n'en connaît pas les effets (positifs ou négatifs) qu'ils peuvent générer.

La question se pose dès lors : a-t-on besoin d'un tel programme de formation continue en Suisse ?

Les commentaires suivants ont émergé des ateliers :

- La plupart des participants ont indiqué un besoin d'une telle formation.
- On doit partir des besoins du terrain pour savoir s'il y a un besoin de cette formation.
- Différencier la formation selon les publics cibles : politiques, directeurs, professionnels de terrain, etc. ?
- Pour financer la formation, s'approcher d'institutions sensibilisées au domaine (par ex. : PSS).
- La prévention concerne toute la santé en général, et pas seulement les substances.

Synthèse : Synthèse – que retenir ? Qu'est-ce qui favorise l'efficacité en prévention et promotion de la santé ?

Présentation de l'intervenante : Alexia Fournier Fall

Alexia Fournier Fall est titulaire d'un doctorat en lettres de l'Université de Fribourg. Après avoir travaillé quelques années dans le domaine du travail social, elle s'est orientée vers celui de la santé publique. Elle est active depuis plus de 20 ans dans la gestion de stratégies et de projets de prévention et de promotion de la santé au sein de la Commission de prévention et de promotion de la santé des cantons latins. Depuis 2018, elle co-dirige en parallèle la campagne de promotion de la santé mentale des cantons latins Santépsy.

Introduction à l'évaluation des interventions de santé

L'efficacité des interventions dans le domaine de la santé est mesurée à plusieurs niveaux. Il est largement reconnu que l'approche multisectorielle est essentielle en santé publique, avec un impact majeur de nos comportements et de notre environnement sur notre santé physique et mentale.

Collecte de données et évaluation

Pour définir des priorités de santé publique, on utilise des données provenant d'études épidémiologiques et scientifiques, des outils de monitoring comme MonAM, et des évaluations de divers projets et programmes. Ces évaluations démontrent l'impact direct et à long terme des interventions sur la santé des populations.

Analyse économique des programmes de prévention

Une évaluation économique a révélé que les programmes de prévention des accidents de la route, de l'alcool et du tabagisme en Suisse offrent des ratios coût-bénéfice favorables, avec des retours sur investissement significatifs en réduisant la mortalité et la morbidité.

Critères de qualité pour les interventions de santé

Promotion Santé Suisse a établi des critères de qualité pour les projets et programmes de promotion de la santé. Ces critères sont essentiels pour assurer l'efficacité des interventions, incluant des bases scientifiques solides, une bonne planification et une évaluation rigoureuse.

Évaluation pratique et soutien des projets

L'évaluation sur le terrain est cruciale pour soutenir l'efficacité des projets, obtenir des financements et ancrer les initiatives dans le paysage politique. Elle nécessite toutefois des objectifs réalistes, et une réflexion approfondie sur les impacts et les processus. Il est aussi important que l'envergure de l'évaluation soit en adéquation avec l'ampleur du projet.

Importance de la communication et du réseau

Une communication efficace et un travail en réseau entre les différents acteurs sont vitaux pour le succès des actions en prévention et promotion de la santé. Pour assurer une meilleure durabilité de ces initiatives, il est important qu'elles s'intègrent dans des politiques nationales ou cantonales pour un financement plus stable.